SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 23 FÉVRIER 1881.

Rapport de la Commission des Affaires Etrangères, chargée d'examiner le Projet de Loi approuvant la Convention conclue, le 26 juin 1880, entre la Belgique et l'Espagne, relative à la propriété artistique et littéraire.

(Voir les nos 13 et 64, session 1880-1881 de la Chambre des Représentants.)

Présents : MM. LE BARON t'KINT de ROODENBEKE, Vice-Président-Rapporteur,
de HAUSSY, EVERAERTS, le Baron PYCKE DE PETEGHEM, le Comte DE RENESSE
BREIDBACH, le Comte THIERRY DE LIMBURG STIRUM ET VAN OCKERHOUT.

MESSIEURS,

La Convention conclue le 30 avril 1879 entre la Belgique et l'Espagne pour la garantie réciproque de la propriété artistique et littéraire a été prorogée jusqu'au 31 juillet 1880.

Depuis lors, les négociations se sont poursuivies et ont abouti à la Convention qui est soumise à vos délibérations.

La nouvelle Convention supprime les formalités du dépôt et de l'enregistrement qui étaient obligatoires d'après la Convention du 30 avril 1859.

Il suffira à l'avenir aux auteurs ou à leurs représentants d'avoir établi leur droit de propriété dans l'un des deux pays pour être admis à la revendiquer dans l'autre.

Les formalités du dépôt et de l'enregistrement ont été supprimées, il y a dix ans déjà, dans la Convention littéraire franco-belge; les conventions de la même espèce que nous avons conclues avec les Pays-Bas et la Russie ne stipulent, au sujet de cette double mesure, aucune formalité spéciale; exclus également de la Convention que nous venons de signer avec l'Espagne, le dépôt et l'enregistrement ne seront plus obligatoires que dans deux Etats: l'Angleterre et l'Italie.

Une autre clause de la Convention du 26 juin doit être mentionnée: c'est celle qui fixe la durée des droits d'auteur: elle est la conséquence de la différence qui existe entre les deux législations.

En Espagne, le droit de propriété sur les œuvres littéraires ou artistiques

subsiste quatre-vingts ans après le décès de l'auteur ; la durée de ce droit n'est que de vingt ans en Belgique.

Il a été convenu que les Belges jouiront en Espagne « sous le rapport des » limites et de la durée de la propriété des œuvres scientifiques, littéraires ou » artistiques, des droits que leur accorde la législation belge », et que, « réciproquement, les Espagnols jouiront en Belgique des droits que la législation » de ce pays, en matière de propriété littéraire et artistique, assure aux nationaux ».

La Section centrale de la Chambre des Représentants a soumis au Gouvernement une série de questions auxquelles il a été répondu d'une manière complète et satisfaisante.

Nous croyons devoir mentionner ici les explications données sur le point de savoir si les avantages nouveaux accordés aux auteurs seront applicables non seulement aux œuvres publiées après la mise en vigueur du traité, mais aussi à toutes les œuvres publiées antérieurement.

La Convention n'aura pas d'effet rétroactif ; elle s'appliquera donc seulement aux ouvrages publiés, représentés ou exécutés à partir du jour de sa mise en vigueur ; elle devra toutefois, comme mesure transitoire, s'appliquer également aux ouvrages qui, publiés depuis moins de trois mois, au moment de cette mise en vigueur, seraient encore dans le délai légal pour le dépôt et l'enregistrement prescrits par l'article 8 de la Convention de 1859, et ce, sans que les auteurs soient astreints à l'accomplissement de ces formalités.

En résumé, la Convention constitue une amélioration du régime antérieur. Votre Commission, à l'unanimité des membres présents, a l'honneur de vous proposer l'adoption du Projet de Loi.

Le Vice-Président Rapporteur,
Baron t'KINT de ROODENBEKE.